

MG/

DÉPARTEMENT DE LA MARNE

DIRECTION
DE L'ADMINISTRATION GÉNÉRALE
ET DE LA RÉGLEMENTATION

1er Bureau

Référence à rappeler
/ ID.-IB.

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

CHALONS-SUR-MARNE, LE
HOTEL DE LA PRÉFECTURE
51000 CHALONS SUR MARNE CEDEX

COMMUNE de SAINT-OUEN-et-DOMPROT

Travaux d'alimentation en eau potable
1ère et 2ème phases - Définition des
périmètres de protection du puits communal

DECLARATION D'UTILITE PUBLIQUE

Le PREFET de la MARNE,
Commandeur de la Légion d'Honneur,

V U :

- le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique,
- l'article 113 du Code Rural sur la dérivation des eaux non domaniales,
- les articles L-20 et L 20-1 du Code de la Santé Publique,
- le Code des Communes et notamment ses articles L 163-1 et L 166-1,
- le décret du 8 août 1935 sur la protection des eaux souterraines et les textes qui l'ont complété ou modifié,
- le décret modifié n° 55-22 du 4 janvier 1955 portant réforme de la publicité foncière (article 36-2) et le décret d'application modifié n° 55-1350 du 14 octobre 1955,
- le décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967 portant règlement d'administration publique pris pour l'application de l'article L-20 du Code de la Santé Publique,
- la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,
- le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967, sanctionnant les infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution,

.../...

- la circulaire interministérielle du 10 décembre 1968, relative aux périmètres de protection des points de prélèvement d'eau destinés à l'alimentation des collectivités humaines,
- le décret n° 69-825 du 28 août 1969 portant déconcentration et réunification des organismes consultatifs en matières d'opérations immobilières, d'architecture et d'espaces protégés, et les textes pris pour son application,
- le projet des travaux d'alimentation en eau potable à entreprendre par la commune de SAINT-OUEN-et-DOMPROT,
- le plan des lieux et notamment le plan et les états parcellaires des terrains compris dans les périmètres de protection du puits communal,
- la délibération du 11 janvier 1977 adoptant le projet, créant les ressources nécessaires à l'exécution des travaux, et portant engagement d'indemniser les usagers des eaux lésés par la dérivation,
- le dossier de l'enquête à laquelle il a été procédé, conformément à l'arrêté préfectoral en date du 18 mars 1977, dans les communes de SAINT-OUEN-et-DOMPROT et de CORBEIL, en vue de la déclaration d'utilité publique des travaux d'alimentation en eau potable - 1ère et 2ème phases - de la commune de SAINT-OUEN-et-DOMPROT et des périmètres de protection du puits communal,
- les numéros 9965 et 9977 du journal "L'UNION" en date des 29 mars et 6 avril 1977 et les numéros 1181 et 1183 du journal "LA MARNE AGRICOLE" en date des 25 mars et 8 avril 1977,
- l'avis du Commissaire-Enquêteur en date du 13 mai 1977,
- l'avis du Sous-Préfet de VITRY-le-FRANCOIS en date du 1er juin 1977,
- l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène en date du 22 juin 1977,
- le rapport et la proposition de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture en date du 26 juillet 1977,

Considérant :

- que les travaux projetés n'entrent pas dans la catégorie de ceux prévus par le décret n° 72-195 du 29 février 1972,
- que l'avis du Commissaire-Enquêteur est favorable,

A R R Ê T E :

ARTICLE 1er - Sont déclarés d'utilité publique les travaux d'alimentation en eau potable de 1ère et 2ème phases à entreprendre par la commune de SAINT-OUEN-et-DOMPROT, l'acquisition des terrains nécessaires à la constitution du périmètre immédiat de protection du puits communal et l'imposition des servitudes en ce qui concerne les périmètres rapprochés et éloignés, tels qu'ils figurent sur les états parcellaires

ARTICLE 2 - La commune est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par un puits exécuté sur son territoire dans la parcelle n° 4 section ZX du plan cadastral.

ARTICLE 3 - Le volume à prélever par pompage par la commune de SAINT-OUEN-et-DOMPROT ne pourra excéder 6,67 litres par seconde, ni 125 mètres cubes par jour.

Au cas où la salubrité, l'alimentation publique, la satisfaction des besoins domestiques ou l'utilisation générale des eaux seraient compromises par ses travaux, la commune de SAINT-OUEN-et-DOMPROT devra restituer l'eau nécessaire à la sauvegarde de ces intérêts généraux dans des conditions qui seront fixées par le Ministre de l'Agriculture sur le rapport de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

ARTICLE 4 - Les dispositions prévues pour que le prélèvement ne puisse dépasser le débit et le volume journalier autorisés ainsi que les appareils de contrôle nécessaires devront être soumis, par la commune, à l'agrément de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture.

ARTICLE 5 - Conformément à l'engagement pris par le Conseil Municipal dans sa séance du 11 janvier 1977, la commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

ARTICLE 6 - Il est établi autour du puits un périmètre de protection immédiate et un périmètre de protection rapprochée en application des dispositions de l'article L-20 du Code de la Santé Publique et du décret n° 61-859 du 1er août 1961 complété et modifié par le décret n° 67-1093 du 15 décembre 1967, conformément aux indications du plan et des états parcellaires joints.

Un périmètre de protection éloignée est également fixé conformément aux indications du plan et de l'état parcellaire joints.

ARTICLE 7 -

I - A l'intérieur du périmètre de protection immédiate :

- a) sont interdites toutes activités à l'exception de celles motivées par le Service.

II - A l'intérieur du périmètre de protection rapprochée :

- a) sont interdites les activités suivantes : toute réalisation de puits et de forage d'une profondeur supérieure à cinq mètres, de puisards, toute ouverture de carrière à ciel ouvert, tout dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de liquides toxiques, tout épandage d'eaux résiduelles.
- b) sont réglementées les activités suivantes : tout projet de construction nécessitant des fondations devra faire l'objet d'une enquête géologique sanitaire et obtenir l'accord de l'Administration.

.../...

III - A l'intérieur du périmètre de protection éloignée :

a) sont interdites les activités suivantes :

- tout épandage d'eaux résiduelles,
- les dépôts d'ordures existant le long du fossé du Fournet, parcelle n° 13, devront être enlevés et, à l'avenir, strictement interdits,
- la carrière de craie située au Nord du puits sera également interdite à tout dépôt d'ordures.

b) sont réglementées les activités suivantes : tout forage ou puits d'une profondeur supérieure à cinq mètres tout dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de substances liquides susceptibles d'altérer la qualité de la nappe, devront faire l'objet d'une enquête géologique sanitaire et obtenir l'accord de l'administration.

ARTICLE 8 - Le périmètre de protection immédiate, dont les terrains doivent être acquis en pleine propriété, sera clôturé à la diligence et aux frais de la commune de SAINT CUEN ET DOMPROT par les soins de l'Ingénieur en Chef du Génie Rural des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, qui dressera procès-verbal de l'opération.

Le périmètre de protection rapprochée (défini sur les plan et état parcellaire joints) comprend : la parcelle n° 13, la moitié Nord de la parcelle n° 5, et la moitié Sud de la parcelle n° 11 Section YA, ainsi qu'une partie des parcelles 2, 3 et 8 Section ZX.

Le périmètre de protection éloignée (défini sur les plan et état parcellaire joints) comprend :

- les parcelles ZX n° 2, délimitées au Sud par le chemin d'exploitation n° 34 finage de SAINT CUEN et BREBAN, n° 3, n° 8 délimitée au Nord par le C.E. Rue de Saint Etienne et le V.C. n° 3 Rue de Saint Etienne,
- les parcelles YA, n° 4, 5 délimitées au Sud par le chemin d'exploitation précité, n° 11 délimitée au Nord par le chemin d'exploitation n° 45 de la Ferme Neuve à Saint-Etienne et le C.E. 42 Rue de Saint Etienne.

ARTICLE 9 - Les eaux devront répondre aux conditions exigées par le Code de la Santé Publique et lorsqu'elles devront être épurées, le procédé d'épuration, son installation, son fonctionnement et la qualité des eaux épurées seront placés sous le contrôle du Conseil Départemental d'Hygiène (ou du Conseil Supérieur d'Hygiène Publique de FRANCE).

ARTICLE 10 - Pour les activités, dépôts, et installations existant à la date de publication du présent arrêté sur les terrains compris dans les périmètres de protection prévus à l'article 6, il devra être satisfait aux obligations résultant de l'institution desdits périmètres dans un délai de six mois.

ARTICLE 11 - La commune de SAINT-OUEN-et-DOUPROT est autorisée à acquiescer, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation en vertu de l'ordonnance n°53-997 du 23 octobre 1958, les terrains nécessaires à la réalisation du projet et à la constitution du périmètre de protection immédiate.

Les expropriations éventuellement nécessaires devront être réalisées dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

ARTICLE 12 - Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 7 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

ARTICLE 13 - Le présent arrêté sera, par les soins et à la charge de la commune de SAINT-OUEN-ET-DOUPROT,

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés notamment par l'établissement des périmètres de protection,
- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques du Département de la Marne.

ARTICLE 14 - Le Sous-Préfet de VITRY-le-FRANCOIS, le Maire de la commune de SAINT-OUEN-et-DOUPROT et de CORBEIL, ainsi que l'Ingénieur en-Chef du Génie Rural, des Eaux et des Forêts, Directeur Départemental de l'Agriculture, sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au Recueil des Actes Administratifs de la Préfecture de la Marne.

CHALONS-sur-MARNE, le - 2 SEP 1977

Pour ampliation
POUR LE PRÉFET ET PAR DÉLÉGATION
L'Attaché, Chef de Bureau,

Pour le Préfet
Le Secrétaire Général

Signé : André BERHAULT

DEFINITION DES PERIMETRES DE PROTECTION
DU PUIS DESTINE A L'ALIMENTATION EN EAU
POTABLE DE LA COMMUNE DE SAINT OLEN ET
DOMFROT. (MARNE)

par

G. PELISSIER HERMITTE

"Géologue agréé en matière d'eau et d'hygiène publique"
pour le département de la Marne

CHALONS MARNE le 29 Décembre 1975

1 - INTRODUCTION

A la demande de la Direction Départementale de l'Agriculture, je me suis rendu sur les lieux le 24 Novembre 1975 en compagnie de Monsieur MAUCOMBLE, Ingénieur des Travaux Ruraux, collaborateur du Directeur Départemental de l'Agriculture de la Marne. Cette visite a permis de situer l'ouvrage dans son contexte hydrogéologique et de définir les périmètres de protection qui lui seront nécessaires en conformité avec la Législation de 1967.

2 - ESTIMATION DES BESOINS

La commune de SAINT OUEN ET DOMPROT comptait 244 habitants au recensement de 1968. Les besoins en eau potable sont estimés, par la D.D.A. de la Marne à 125 m³ le volume maximum journalier théorique et à 24 m³ h le débit maximum instantané.

A la demande de l'Ingénieur du Génie Rural, Monsieur le Professeur F. ELLENBERGER a établi, en 1962, un rapport géologique sur le projet d'alimentation en eau potable de la commune de SAINT OUEN ET DOMPROT. Cette étude propose plusieurs sites possibles pour implanter un captage. Un des emplacements envisagé a été retenu et un puits y a été creusé afin de capturer l'aquifère de la craie marneuse fissurée du TURONIEN MOYEN.

3 - SITUATION GEOLOGIQUE ET HYDROGEOLOGIQUE

Le puits est situé au lieu dit "Le Pré du Rué", à 1500 m au Sud Ouest de l'Eglise de SAINT OUEN ET DOMPROT, en bordure du chemin d'exploitation n°43 du FOURNET.

D'après la carte géologique au 1/80.000 ème d'ARCIS SUR AUBE et l'étude réalisée par le Professeur ELLENBERGER, le puits exploiterait les eaux de la nappe contenue dans la craie fissurée du TURONIEN MOYEN. L'emplacement choisi se situe au point d'infléchissement d'une vallée sèche, légèrement à l'amont d'une source temporaire qui draine, par le jeu des fissures et des diaclases, les eaux de la nappe de la craie blanche SENONIENNE qui surplombe le haut du bassin du ruisseau de l'Etang ainsi que le sous-écoulement de la vallée sèche. La source ne débite que lorsque la surface piézométrique est recoupée par la topographie, phénomène qui se produit en période de crue de la nappe. Le puits profond de 20 m, recoupe vraisemblablement toute l'année cette surface piézométrique, la craie fissurée n'atteignant, dans l'axe des vallées sèches que des profondeurs maximales de l'ordre de 25 m, on peut alors considérer que l'ouvrage a pratiquement atteint le mur de la nappe.

Il faut également remarquer que l'emplacement choisi est situé à la confluence de deux vallées sèches, l'une de direction NORD 160°, la plus importante, et l'autre, de direction NORD 140° direction qu'empruntera le ruisseau de l'ETANG, à l'aval de la "FONTAINE de la MAISONNETTE".

ne zone très fortement diaclastée, de direction N100°E, visible dans la carrière située au NORD du site, vient converger vers la source, ce qui explique que celle-ci ne soit pas située dans l'axe de la vallée sèche.

Ce site privilégié, à l'intersection de trois directions de failles et de diaclases doit assurer au captage d'important débit pendant toute l'année.

La qualité physicochimique des eaux captées est satisfaisante, il faudra cependant prévoir, avant la mise en service de l'ouvrage, une nouvelle série d'analyses afin de savoir si la contamination bactériologique constatée lors des analyses effectuées le 10/9/1973 par le laboratoire du Service de Contrôle des Eaux de la Préfecture de Paris, est imputable aux travaux, dans le cas contraire un traitement germicide sera nécessaire avant toute distribution d'eau.

4 - PERIMETRES DE PROTECTION DE L'OUVRAGE

- Le périmètre de protection immédiat tel qu'il est établi pour convenir sous réserve d'effectuer les aménagements suivants:

- l'intérieur du périmètre clôturé sera soit laissé à l'état naturel soit boisé, tous les déchets provenant du défrichement effectué lors du creusement du puits devront être éliminés;
- le griffon de la FONTAINE de la MAISONNETTE devra être retiré;
- un fossé devra être creusé en bordure du chemin d'exploitation RD 10, tout le long de la clôture du périmètre immédiat et se poursuivra jusqu'au Fossé du FOURNET. Ce fossé servira à évacuer toutes les eaux de ruissellement provenant du chemin.

A l'intérieur de ce périmètre, toute circulation, à l'exception de celle motivée par le service, y sera interdite.

- Le périmètre rapproché, défini sur le plan cadastral joint en annexe, comprend la parcelle n°13, la moitié NORD de la parcelle n° 5, et la moitié SUD de la parcelle n° 11. zone VD, ainsi qu'une partie des parcelles n° 1 et n° 7.

A l'intérieur de cette zone, toute réalisation de puits et de forage d'une profondeur supérieure à 5 mètres, de puisards, toute ouverture de carrière à ciel ouvert, tout dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de liquides toxiques, tout épandage d'eaux résiduaires seront interdits.

Tout projet de construction nécessitant des fondations devra faire l'objet d'une enquête géologique sanitaire et obtenir l'accord de l'Administration.

- Le périmètre éloigné, défini sur le plan cadastral joint en annexe comprend les parcelles ZX n° 2,3,8 et YA n° 4,5,11 et 13. Les dépôts d'ordures existant le long du Fossé du FOURNET, parcelle n° 13 devront être enlevés et, à l'avenir, strictement interdits. La carrière de craie située au Nord du puits sera également interdite à tout dépôt d'ordures. A l'intérieur du périmètre éloigné, tout forage ou puits d'une profondeur supérieure à 5 m, tout dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de substances liquides susceptibles d'altérer la qualité de la nappe, devront faire l'objet d'une enquête géolo-

Une zone très fortement diaclasée, de direction N100°, visible dans la carrière située au NORD du site, vient converger vers la source, ce qui explique que celle-ci ne soit pas située dans l'axe de la vallée sèche.

Ce site privilégié, à l'intersection de trois directions de failles et de diaclases doit assurer au captage d'important débit pendant toute l'année.

La qualité physicochimique des eaux captées est satisfaisante, il faudra cependant prévoir, avant la mise en service de l'ouvrage, une nouvelle série d'analyses afin de savoir si la contamination bactériologique constatée lors des analyses effectuées le 10/9/1973 par le laboratoire du Service de Contrôle des Eaux de la Préfecture de Paris, est imputable aux travaux, dans le cas contraire un traitement germicide sera nécessaire avant toute distribution d'eau.

4 - PERIMETRES DE PROTECTION DE L'OUVRAGE

- Le périmètre de protection immédiat tel qu'il est établi pour convenir sous réserve d'effectuer les aménagements suivants:

- l'intérieur du périmètre clôturé sera soit laissé à l'état naturel soit boisé, tous les déchets provenant du défrichement effectué lors du creusement du puits devront être éliminés;
- le griffon de la FONTAINE de la MAISONNETTE devra être nettoyé;
- un fossé devra être creusé en bordure du chemin d'exploitation, tout le long de la clôture du périmètre immédiat et se poursuivra jusqu'au Fossé du FOURNET. Ce fossé servira à évacuer toutes les eaux ruissellement provenant du chemin.

A l'intérieur de ce périmètre, toute circulation, à l'exception de celle motivée par le service, y sera interdite.

- Le périmètre rapproché, défini sur le plan cadastral joint en annexe, comprend la parcelle n°13, la moitié NORD de la parcelle n° 5, et la moitié EST de la parcelle n° 11. zone YA, ainsi qu'une partie des parcelles n° 12 et 14.

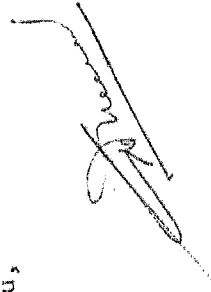
A l'intérieur de cette zone, toute réalisation de puits et de forage d'une profondeur supérieure à 5 mètres, de puisards, toute ouverture de carrière à ciel ouvert, tout dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de liquides toxiques, tout épandage d'eaux résiduaires seront interdits.

Tout projet de construction nécessitant des fondations devra faire l'objet d'une enquête géologique sanitaire et obtenir l'accord de l'Administration.

- Le périmètre éloigné, défini sur le plan cadastral joint en annexe comprend les parcelles ZX n° 2,3,8 et YA n° 4,5,11 et 13. Les dépôts d'ordures existant le long du Fossé du FOURNET, parcelle n° 13 devront être enlevés et, à l'avenir, strictement interdits. La carrière de craie située au Nord du puits sera également interdite à tout dépôt d'ordures. A l'intérieur du périmètre éloigné, tout forage ou puits d'une profondeur supérieure à 5 m, tout dépôt d'hydrocarbures liquides ou gazeux ou de substances liquides susceptibles d'altérer la qualité de la nappe, devront faire l'objet d'une enquête géolo-

gique sanitaire et obtenir l'accord de l'Administration.
A l'intérieur de ce périmètre tout épandage d'eaux résiduaires sera interdit.

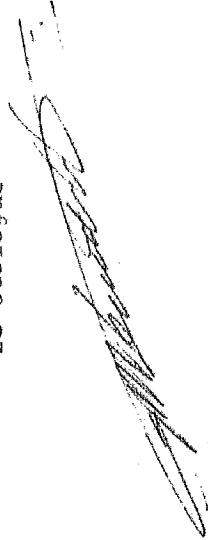
Vu,



G. DUERMAEL
Collaborateur principal
Géologue agréé en matière d'eau
et d'hygiène publique pour le
département de la Marne.

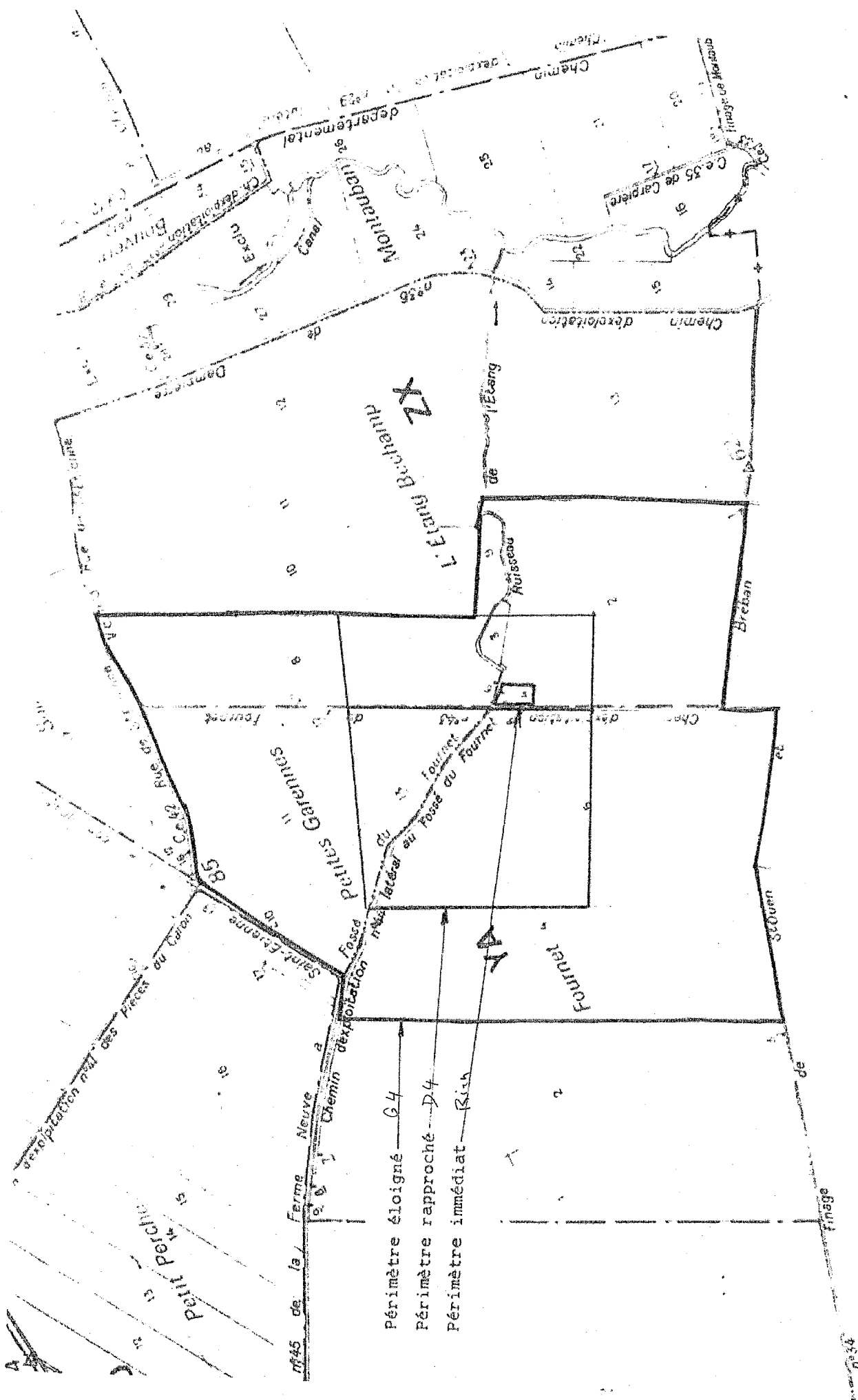
Fait à CHALONS/MARNE le 21 décembre

Le Géologue



G. PELISSIER VERMITTE

47



Dampier

S'Ouen
et Dompot

PUITS

Remusat

le Raudet

Sainte-Jose

les-Parquets

Orme (A)

